LA DÉCOUVERTE

Christine Buci-Glucksmann
Göran Therborn

Le Défi social-démocrate

COLLECTION
« DIALECTIQUES-INTERVENTIONS »

dirigée par
Danielle et David Kaisergruber

8° R
85983
(1)

DES MÊMES AUTEURS

Christine Buci-Glucksmann

Introduction à Fidel Castro : *Discours de la révolution,* 10/18, 1966
Gramsci et l'Etat, Fayard, 1975 (traduit en 7 langues)

Collectifs :

Critique des pratiques politiques, Galilée, 1978
Changer le P.C. ? (Olivier Duhamel et Henri Weber), P.U.F., 1979
Politica e storia, Istituto Gramsci — Editori Riuniti, 1977
La crise de l'Etat, P.U.F., 1976

Göran Therborn

Science, Class and Society, New Left Books, 1976
What Does the Ruling Class Do When It Rules ?, New Left Books, 1978
The Ideology of Power and the Power of Ideology, New Left Books (à paraître)

32
10

Christine Buci-Glucksmann
Göran Therborn

Le défi social-démocrate

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
PARIS Ve
1981



© Librairie François Maspero, Paris, 1981

ISBN 2-7071-1203-8

ISSN 0224-8883

« *Il existe un tableau de Klee qui s'intitule* Angelus Novus. *Il représente un Ange qui semble avoir pour dessein de s'éloigner du lieu où il se tient immobile. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit nécessairement avoir l'Ange de l'histoire.* »

Walter BENJAMIN

A Nicos, l'ami,
pour continuer ton combat.

DL-14-01-1981-00219

Avertissement

En 1973, en pleine dynamique de l'Union de la gauche, alors que bien des espoirs semblaient permis, Georges Marchais écrivait *Le Défi démocratique*. S'il nous a paru nécessaire sept ans après, alors que les espoirs sont maigres et l'offensive capitaliste européenne et internationale puissante, d'écrire *Le Défi social-démocrate*, ce n'est certes pas par amour des formules ou par un goût parodique déplacé. Ni, comme on ne manquera pas de le suggérer ici ou là, par un quelconque flirt social-démocrate inavoué.

Eurocommunistes conséquents, rejetant toute complicité stalinienne et / ou social-démocrate, ne partageant pas le pessimisme ambiant de la crise et décidés à contribuer au développement d'une véritable éthique de résistance historique et intellectuelle, nous ne supportions plus le mur de silences, les tabous, les contrevérités ou les facilités complaisantes accumulées sur la social-démocratie. Nous refusions qu'elle soit le « continent noir » des marxistes, l'alibi des socialistes et le garde-fou révolutionnaire des communistes.

Ce livre, réalisé en commun[1] par deux *eurocommunistes de gauche*, l'une française l'autre suédois, n'a qu'un but : désacraliser LA social-démocratie, mieux connaître les expériences social-démocrates et contribuer dans la mesure de nos forces à un débat théorique et politique plus que nécessaire entre les forces de gauche en France, en Europe ou en Amérique latine. Or, de ce point de vue, la social-démocratie dans toutes ses composantes,

fût-elle en crise ou en mutation, demeure un enjeu considérable. Un défi. A condition de préciser que ce « défi » concerne le marxisme lui-même et le mouvement ouvrier de l'intérieur. Et ce depuis un siècle, quand le mot de social-démocratie est apparu en 1880, suscitant les premières réserves de Marx.

Face à cette réévaluation critique d'une expérience historique, les modèles léninistes classiques, et ceux non moins classiques d'une social-démocratie néo-marxiste avant d'être néo-keynésienne, semblent bien inadéquats. Le marxisme lui-même mis au défi social-démocrate doit être repensé dans ses catégories théoriques mais aussi dans ses analyses concrètes. Il convenait donc de proposer les premiers jalons d'une *nouvelle théorisation de la social-démocratie* qui dépasse l'horizon simultané de la II^e^ et de la III^e^ Internationale et fasse les comptes avec certains travaux de science politique contemporaine. Nous avons tenté de le faire et de circonscrire un espace pour d'autres questionnements et recherches concrètes, loin de tous les théoricismes d'antan. Un livre ouvert donc, peut-être inachevé, qui cherche à briser des murs de dogmatisme et d'incompréhension. Un livre aussi sur la crise du marxisme, son enlisement dans un « néo-keynésianisme de gauche », sa perte de tout projet révolutionnaire, de toute alternative de société. En somme, l'esquisse d'*un au-delà de Lénine et de Keynes*, capable de participer à une nécessaire révolution copernicienne dans la culture et la pratique politiques...

Tel est peut-être le mérite des périodes de grand désarroi consécutives aux échecs du mouvement ouvrier et à sa crise internationale : permettre une nouvelle approche dénuée d'illusions ou de sectarisme des réalités du présent. Car, à partir du moment où trop de discours de partis visent à expulser les dimensions de mort ou d'échec de notre histoire — de cette histoire intolérable que l'Ange de Benjamin regardait « les yeux écarquillés » et « la bouche ouverte » —, la tâche intellectuelle prioritaire pour qui ne nie pas le réel (celui du fascisme, des dictatures ou du goulag...) ne consiste-t-elle pas à les revendiquer pour transformer quelque peu tout un régime piégé de la vérité politique ? Toute une longue usure des mots expulsés de leur sens, de leur mémoire, de leur efficace.

A contre-courant de toutes ces censures, des oublis étatiques

comme des mémoires molles et mortes, nous avons recherché une *histoire autre,* ses strates hétérogènes et plurielles. Celle de Lénine contre une social-démocratie qu'il croyait minoritaire et qui, comme l'Etat, n'a pas dépéri. Celle des différents miroirs où les social-démocraties — de Weimar au modèle scandinave — ont réfléchi et brisé leur vision optimiste d'une « démocratisation permanente ». Celle du stalinisme, d'une social-démocratie réputée « ennemi principal », de ses aberrations et retours quotidiens. Ni greffe externe sur un corps révolutionnaire « sain », ni complot impérialiste, ni essence réformiste intemporelle, les social-démocraties ont une histoire, *des* histoires. Partie prenante, qu'on le veuille ou non, du mouvement ouvrier européen, leurs expériences et leurs aventures concernent au premier chef une *histoire politique* de la classe ouvrière dans ses rapports à l'Etat. Une histoire faite de ruptures, de tournants qui méritent un long détour sur cette voie tracée par Benjamin et l'ange de Klee : la lente réappropriation pessimiste-libératrice du passé.

Mais cette réappropriation passait aussi par les chemins du concret. Plutôt que de réaffirmer sempiternellement les mêmes principes, il nous a semblé que le marxisme devait pénétrer dans le laboratoire d'une expérience spécifique, dans ses aventures et mésaventures. Au XVIII^e^ siècle, Montesquieu se demandait : comment peut-on être persan ? La question n'a pas perdu de son actualité... Mais il en est d'autres moins évidentes et tout aussi redoutables. Dont une, qui nous a accompagnés, défiés, transformés : comment et pourquoi une classe ouvrière peut-elle être réformiste de naissance ? A une question ainsi formulée, aucune analyse marxiste n'a jamais répondu. Car elle dérange les certitudes acquises, les clichés habituels et les schémas taillés sur mesure pour ne pas penser. Aristocratie ouvrière, bureaucratisation, idéologie dominante, collaboration de classes, nous soufflera-t-on ?...

A vrai dire, seule une *généalogie* détaillée d'un pouvoir social-démocrate pouvait prendre ce chemin escarpé. Tant il est nécessaire de libérer le marxisme et la gauche de certaines habitudes qui deviennent des freins pour la connaissance : tout réduire aux rapports de production ou aux seuls conflits « classistes ».

Par un curieux renversement méthodologique, classes, vie quotidienne, pratiques de la société civile et de l'Etat convergeaient dans ce que nous avons appelé *réformisme d'Etat.* Le modèle scandinave, la voie suédoise, ne sont que les cas limites, et sans doute généralisables, d'une forme moderne de révolution passive à la Gramsci. Un réformisme historique permettant de comprendre ce que devient une classe ouvrière quand elle gère l'Etat à travers ses grandes organisations syndicales ou politiques. Quand elle se keynésianise. On le comprendra aisément, l'impact suédois ne concerne pas que la Suède. Car cette analyse nous conduisit de questions en questions de plus en plus étranges. Que serait *Marx sans Keynes ?* Que serait un *socialisme non keynésien ou post-keynésien* non réformiste ? Pourquoi le stalinisme nous a-t-il rendu aveugle à ce type d'Etat ?

En somme, l'Etat, toujours l'Etat. Mais, ne pas voir l'Etat, c'est s'aveugler tragiquement. Car il « nous » voit, nous vise, nous gère, nous cible. Fût-il social-démocrate aujourd'hui ou demain. L'enjeu démocratique était donc à ce prix : désétatiser la mémoire et l'histoire. Refuser aujourd'hui le dilemme mortel du poujadisme d'une société civile libre contre l'Etat mal radical et du jacobinisme satisfait de partis et d'Etat contre les mouvements sociaux de libération féministes ou écologiques. Prendre conscience que la partie qui se joue dans la crise au niveau mondial est le signe précurseur d'une nouvelle époque historique que le mouvement ouvrier devrait affronter de manière hégémonique et non défensive, replié sur des schémas dépassés et la logique mortifère des « deux blocs », des « deux camps ».

Pour tous ceux qui luttent dans cette perspective révolutionnaire polycentriste et non européo-centriste — celle d'un socialisme démocratique non réformiste et non « aligné » —, la social-démocratie demeure incontournable. En répétant, en martelant faussement qu'elle gère la crise, on finit presque par oublier une vérité élémentaire et inquiétante : en Europe, la crise tend à l'exproprier de son propre projet et pouvoir réformistes. Là où elle se maintient, elle se vide peu à peu de tout projet réformateur au profit parfois d'un étatisme cynique, prosaïque, voire répressif. Peut-on vraiment s'en réjouir, quand se profilent tous les conservatismes musclés, quand « le ventre est encore fécond d'où surgit la chose immonde » (Brecht) ?

Ne laissons pas les utopies historiques libérales à une bourgeoisie en mal d'anti-étatisme meurtrier et de guerre froide renouvelée. Empruntons plutôt un détour : celui qui permet d'accompagner la social-démocratie — les social-démocraties — dans leur longue marche à travers l'Etat, les institutions pour le meilleur et le pire. Pensons leur évolution actuelle. Bref, ne répétons pas les erreurs des partis sociaux-démocrates et communistes des années trente : la division comme « le sommeil de la raison engendre des monstres ».

1. Les analyses concrètes comme la problématique d'ensemble ont été discutées en commun, même si le lecteur peut aisément reconnaître certaines orientations ou certains thèmes plus spécifiques à l'un(e) d'entre nous. Toutefois, pour des raisons de langue, Christine Buci-Glucksmann a écrit la totalité du livre en français : la responsabilité finale lui en revient donc.

N.B. Afin de faciliter la lecture, et à l'exception de quelques notes indispensables à l'intelligence du texte, toutes les références utilisées renvoient aux ouvrages cités en index.

I

Politique et histoire

1. La social-démocratie : un mot, un enjeu, un défi.

I. Vu de France, le tabou et l'enjeu social-démocrate

Un nouveau spectre aura hanté la France et l'Europe des années 1977-1980 : la social-démocratie.

Mot caméléon, mot passe-partout revêtu des significations les plus passionnelles, les plus contradictoires. Il circule dans les journaux, dans les médias, dans les discours politiques. Il s'impose, il est imposé comme une évidence. Jean-Jacques Servan-Schreiber ne saluait-il pas dans la social-démocratie en Europe « la révolution de 1979 », celle qui permettrait enfin de mettre au musée des vieilleries « l'Etat national et sa classe dirigeante », celle qui réaliserait ainsi « la patrie de la classe salariale au pouvoir » ?

Et il n'était pas le seul. Giscard d'Estaing, fidèle à son projet d'une social-démocratie à la française, intégrée dans un cadre européen, ne disait-il pas dès 1976 : « La social-démocratie, c'est une variante à préoccupations sociales de la structure commune de la société européenne ? » Quant à Jean Daniel, lançant un premier débat dans *Le Nouvel Observateur,* de guerre lasse, il se ralliait à cette vision pessimiste et possibiliste de la politique : « Il n'y a rien de mieux à faire en cette Europe de 1978 dans le sens du socialisme que d'emprunter ces étapes réformistes dont l'enchaînement constitue, qu'on le veuille ou non, ce qu'on appelle une social-démocratie. » Vraiment ?

Que les expériences social-démocrates, y compris la plus avancée, la suédoise, ne soient jamais parvenues à travers des réformes à autre chose qu'un compromis plus ou moins historique entre le développement capitaliste, la classe ouvrière et l'Etat, que les conquêtes sociales très réelles des pays nordiques (développement de services collectifs, de l'éducation, d'une moindre inégalité due à une redistribution des revenus par une imposition forte et hiérarchisée...), se soient néanmoins développées à l'intérieur d'une logique de la rentabilité du capital et des multinationales, que de l'avis d'Olof Palme lui-même et de la gauche syndicale le processus se soit « bloqué » sur les problèmes décisifs du pouvoir économique et de la « démocratie industrielle », peu importe.

Qu'en R.F.A. ce nouveau modèle d'une social-démocratie autoritaire que l'on cherche à exporter un peu partout, la social-démocratie, se soit transformée en une sorte de parti-Etat de masse reprenant toute une tradition d'étatisme prussien et lassallien, qu'elle ait développé — au nom même du pluralisme et de la Constitution — un droit d'Etat et une répression légale de caractère préventif enracinée dans la violence diffuse et la délation (des interdictions professionnelles à l'absence de garanties démocratiques lors des procès et au fichage de centaines de milliers de personnes), peu importe. A en croire certains discours idylliques ou résignés, la social-démocratie serait la voie idéale d'une transition lente au socialisme, voire un socialisme démocratique enfin délivré de tous les goulags de l'Est. D'un terrorisme l'autre : vous ne voulez pas le goulag, alors...

Certes, en France, il ne s'agit pas de répéter des expériences social-démocrates nordiques ou allemandes contemporaines du Welfare State et de la croissance capitaliste des années 1950-1970. Celles qui ont été précisément « le plus intelligent mode de gestion du capitalisme en croissance » (Attali). Et sans doute convient-il de préciser que dans ces expériences la social-démocratie a été quelque chose de plus qu'un simple parti politique. A savoir une structuration historique du mouvement ouvrier, une forme d'organisation de la société et de l'Etat reposant sur un nouvel industrialisme : le fordisme. En ce sens, le choix politique de la classe ouvrière *organisée,* celui de la « rationalité » des grandes entreprises et des valeurs de bien-

être, de progrès et de consommation « de masse » a bel et bien imprégné toutes les formes de conscience et de pratique, en positif comme en négatif. Pour ne prendre que des cas aussi différents que la Suède et la R.F.A., si la social-démocratie n'est pas, comme l'écrit Jacques Julliard, « le socialisme des institutions ouvrières », il n'en a pas moins raison de souligner, contre toute une tradition « marxiste » aussi sectaire qu'aveugle, que les social-démocraties impliquent « une unification idéologique du mouvement ouvrier autour d'un parti dominant ». Et même une structuration politique à trois étages qui ressemble étrangement à certaines formes organisationnelles du socialisme bureaucratique : « Parti dominant + syndicat relais de masse + coopératives et réseaux d'institutions sociales et culturelles. »

De toute évidence, ces conditions précises ne sont pas réalisées — ni sans doute réalisables — en France. En raison de l'existence d'un parti communiste influent et implanté dans la classe ouvrière, en raison du pluralisme syndical et de ses formes d'unité (fussent-elles difficiles) et, plus profondément, en raison du poids des partis politiques comme élément stratégique d'un dispositif social très encadré par un Etat centraliste et une tradition juridico-jacobine. Qui plus est, en une phase historique marquée par la crise mondiale du capitalisme, le chômage structurel, l'inflation, une croissance faible, tout projet de social-démocratisation conçu *sur un modèle classique* s'avère strictement impossible. Mieux, cette crise de la restructuration capitaliste issue des années trente et de l'après-guerre se répercute progressivement, de manière plus ou moins rampante ou violente, dans ces social-démocraties qui reposaient sur une action directe concernant la redistribution des revenus, l'augmentation des salaires, le plein emploi et tout un développement de la consommation et du bien-être qui s'est révélé de plus en plus fragile et inégalitaire.

L'échec de la social-démocratie suédoise aux élections de 1976 et 1979, son passage à l'opposition temporaire après quarante-quatre années de « gouvernement » social-démocrate, la défaite cuisante des travaillistes anglais, la réapparition de courants libéraux-conservateurs critiquant l'Etat providence, sa bureaucratie, son coût social trop élevé (impôts), voire le « nouveau totalitarisme » : autant de symptômes qui indiquent que la

viabilité et le dynamisme d'un certain type de « pacte social » entre la classe ouvrière et l'Etat est intrinsèquement lié à un capitalisme en plein essor. Comme l'avouait Brigitta Dahl dans un séminaire en marge du dernier Congrès du S.A.P. : « Le Welfare State est fini. [...] Il faut changer la société. » Proposition il est vrai minoritaire, mais qui n'en révèle pas moins que la social-démocratie suédoise elle-même est à la croisée des chemins. A la recherche d'un second souffle et d'une stratégie qui pose plus directement la question d'un « pouvoir économique » qui reste à 95 % aux mains du grand capital et des multinationales.

Quant au miracle allemand, très réel, construit sur une économie prioritairement orientée vers les exportations de produits industriels de base, sur la domination des marchés comme condition d'accumulation interne (en 1974, un quart du P.N.B. est assuré par les exportations), il est aujourd'hui miné de ses propres contradictions. Le développement d'un chômage structurel touchant 4 pour cent de la population active, très partiellement enrayé par le « renvoi » des travailleurs immigrés, la phase de stagnation lente depuis 1974, la crise des pratiques anticycliques keynésiennes introduites à partir de 1966 et la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur (pétrole ou fer) crûment révélée par la crise se répercutent en endettement de l'Etat, en modification sensible des équilibres existants.

Glissement étatiste et quelque peu corporatiste du S.P.D. de plus en plus aux prises avec sa gauche, développement chrétien-démocrate heureusement freiné par l'avancée libérale-centriste aux dernières élections et le maintien de la coalition social-démocrate, crise des compromis harmonieux entre syndicats et patronat et de la cogestion : autant de symptômes de cette évolution. La grande grève de la sidérurgie de 1979 dans la Ruhr et ses revendications nouvelles (les 35 heures), la renaissance d'une gauche social-démocrate reposant la question du socialisme, les contradictions internes au S.P.D. entre sa stratégie pro-américaine de sécurité (cf. le soutien à l'installation des Pershing) et ses positions très favorables à la détente, dans la tradition de l'Ost-Politik de Brandt, en témoignent.

Bref, en Angleterre comme aux U.S.A., en Suède ou en France, tout un courant néo-libéral conservateur, aux contours

« nouvelle droite » assez flous, celui de l'école de Chicago et de ses adeptes européens, rend le Welfare State responsable de la crise et propose une sorte de « contre-réforme » néo-libérale faussement libertaire et résolument autoritaire. Une sorte d'anti- ou de pré-New Deal. Alors que ce fameux Welfare State était tout sauf égalitaire, on voit se développer une sorte *d'inégalitarisme de la crise* qui prend ouvertement des allures biologistes et racistes, mais qui revêt également la forme plus noble et plus ambiguë d'un capitalisme sans Etat se proposant de « réinventer le marché comme condition de la liberté ». Le vieux mythe d'un anti-étatisme de droite, couvrant en fait la transformation en cours de la « forme Etat » et un réarmement accéléré anti-détente.

Dans ces conditions, tous les discours sur une social-démocratie résolument « moderne », rénovée, anti-étatiste, n'ont pas manqué de fleurir. En France tout particulièrement, puisque la social-démocratie « classique » a brillé par son absence. Au modèle désormais un peu périmé de la seule socialisation des revenus, et d'une politique sociale-étatique, substituons donc le seul primat d'une « socialisation des pouvoirs », l'appel à la décentralisation de l'Etat, à sa moindre intervention et à une expérimentation sociale dans les seuls espaces libérés d'une société civile autonome et progressivement mythifiée. Le tout s'appuyant sur une bonne gestion « réaliste » de l'économie tenant compte des « contraintes » nationales et internationales internes à la crise. En somme, construisons à partir, ou à travers, le Parti socialiste ce que Jacques Attali appelait « une social-démocratie repensée ». Quelque chose qui soit « la seule façon d'éviter que la transition au socialisme ne soit détournée par une tragique occupation des lieux du pouvoir ».

On aurait tort de ne pas prendre au sérieux un tel projet multiforme, en gestation, ou de le réduire bien rapidement à la seule action d'une « gauche américaine » ou d'un recours du capitalisme en crise. Les passes d'armes jacobines ne sont guère de mise et risquent fort d'aggraver la crise de la gauche. Or, c'est bien dans l'échec de la gauche et dans la prise de conscience d'une simultanéité longtemps passée inaperçue entre crise du capitalisme et crise du mouvement ouvrier qu'un tel projet trouve sa propre consistance. 1917, 1930, pourquoi pas 1978 ?

Comme l'écrit Pierre Rosanvallon dans *Faire avancer le débat :* « On ne peut analyser séparément le mouvement du capital et le mouvement du travail. La crise du capitalisme est donc nécessairement en même temps crise de société et crise du mouvement ouvrier. » Hélas oui...

Dans son travail de taupe, la crise décompose les alliances, modifie la composition de la classe ouvrière, exacerbe les corporatismes et individualismes égoïstes. Elle ronge peu à peu les certitudes stratégiques et désarme, aggravant encore les logiques sectaires de la désunion au lieu d'unifier les exploités.

Ne constate-t-on pas que ce que le C.E.R.E.S. appelle un peu vite « néo-travaillisme » s'enracine dans un constat précis et incontournable : celui des limites intrinsèques et extrinsèques des social-démocraties classiques, centrées sur l'Etat social et réformateur, les réformes de répartition et l'horizon aveugle — Suède exceptée — du colonialisme et de l'impérialisme ? Si, comme le souligne Michel Rocard « les expériences social-démocrates tirent leur relative réussite de l'expansion capitaliste qui leur a permis de jouer la carte de l'Etat providence [1] », il faut peut-être en conclure que la crise remet en cause tout un type de développement industriel productiviste qui n'a fait qu'exacerber toutes les formes d'inégalités : de classes, de races, de sexes.

La social-démocratie doit donc opérer une sorte de révolution dans la non-révolution, dépassant ses propres schémas réformistes classiques, tous prisonniers d'un modèle industriel fordien et d'un espace étatico-keynésien remis en cause par la crise. Et cet au-delà ou en-deçà des social-démocraties classiques est assurément lié à la crise des technologies, de la division du travail, de l'Etat social. Reste qu'un « modèle » alternatif se cherche beaucoup moins du côté du modèle allemand que du côté d'une réélaboration française d'expériences suédoises, nordiques (ou même... autrichiennes). Des nationalisations limitées, mais surtout une plus grande place à la société civile, à l'expérimentation sociale, aux mouvements associatifs. Cela à la périphérie. Car le « centre », lui, risque fort de demeurer inchangé, solidement implanté dans les multinationales et un Etat présidentialiste

1. Michel ROCARD : *Qu'est-ce que la social-démocratie ?* (recueil collectif), Seuil, Paris, p. 23.

conforté mais décentré par une régionalisation des pouvoirs. Optique qui ne consiste pas seulement à concevoir la fonction politique du Parti socialiste comme « médiation entre la société civile et l'Etat ». Ce qui implique, soit dit en passant, de s'implanter dans un bloc syndical (à partir de la C.F.D.T.) et dans un réseau d'expérimentations sociales gérant les pouvoirs épars et diffus d'une société civile de plus en plus atomisée et décérébrée par la généralisation future de la télématique domestique et du travail à la maison. Mais cela conduit également à modifier dans la société comme dans la gauche le rapport des forces syndicales et politiques en jouant l'autonomie totale du Parti socialiste en un « néo-mendéssisme » des années de crise.

Sous couvert d'une critique nécessaire de la culture jacobine étatiste et centraliste, un tel projet n'est pas dénué de contradictions ni d'ambiguïtés. Porteur des aspirations autogestionnaires de couches ouvrières, de mouvements sociaux à la recherche d'une issue politique et de courants chrétiens progressistes ralliés à la lutte de classe, animé par un anti-impérialisme nettement tiers-mondiste et résolument antisoviétique, il risque fort, en suivant une simple logique électoraliste présente ou future, de réintroduire le rôle du marché comme régulateur national et mondial et de diluer les ruptures nécessaires à tout socialisme autogestionnaire[2]. Comment éviter un glissement, parfois nettement sensible, d'un socialisme autogestionnaire contre l'Etat centraliste à « un socialisme des responsabilités » (selon l'expression de Michel Rocard) à l'ombre d'un Etat renforcé mais décentralisé ? Et ce à partir d'un diagnostic juste sur la crise du modèle keynésien et ses effets sur les stratégies de la gauche.

Dans ces conditions électorales, les différents discours socialistes et sociaux-démocrates n'ont pas perdu de leur pouvoir. Ils refleurissent plus que jamais. Mais curieusement en France, en deux ans le défi social-démocrate paraît soumis à une curieuse oscillation pendulaire. Déplacé après l'échec de la gauche, il peut réapparaître à la faveur des présidentielles, le « réformisme » se partageant les faveurs du centre droit et du centre gauche. Même

2. Sur le rôle du mouvement chrétien, de la C.F.D.T. et sur les contradictions évoquées ci-dessus, cf. Hervé HAMON et Patrick ROTMAN : *L'effet Rocard*, Stock, Paris, 1980.

si maintenant en raison de la crise, chacun s'accorde à reconnaître les limites des social-démocraties européennes.

Depuis la logique mortifère de la désunion de 1977, où partis communiste et socialiste ont rivalisé d'efforts pour « désespérer Billancourt », les cent fleurs social-démocrates ont pris une tournure nouvelle. Nul besoin maintenant de faire appel aux politiques de redistribution du revenu sans nationalisations pour peser à droite sur l'Union de la gauche : elle a été brisée par ses propres fossoyeurs et l'épouvantail des nationalisations-totalitarisme fait sourire. Nul besoin non plus du côté giscardien de prétendre à une social-démocratie à la française : le centrisme libéral suffit. Il n'y a plus guère qu'Eric Hinterman, propagandiste obstiné d'un *Manifeste pour une social-démocratie française,* pour y voir un « terrain d'entente éloigné du libéralisme et du marxisme », « une sorte de rassemblement sans rivage » où se regrouperaient les giscardiens attachés « au vaste rassemblement centriste » et le Parti socialiste « repenti de sa politique d'union », enfin décidé « à faire alliance avec les démocrates réformateurs ». Le tout évidemment à condition « de ne pas s'opposer au capitalisme, mais seulement à ses excès » ! Bel aveu de sincérité qui ne fait guère recette et où quelqu'un dit tout haut ce que d'autres peuvent éventuellement penser tout bas...

Bien loin de « rassembler », la social-démocratie divise à nouveau. Au Parti socialiste, elle fut alternativement au banc des accusés et péché de l'autre : rocardienne pour le C.E.R.E.S., majoritaire pour les rocardiens, et pratiquement nulle part, innocentée de « gauche ». Ainsi, à lire les analyses au demeurant suggestives de la revue *Faire,* les social-démocraties se limiteraient prioritairement à l'Europe du Nord. Là, elles s'enracinent dans un mouvement ouvrier majoritaire, relativement unifié, organisé par un parti social-démocrate « ouvrier » dans sa composition sociale, dans des syndicats puissants et dans tout un réseau de coopératives enraciné dans la société civile. Ce qui est vrai et suscite parfois l'enthousiasme de certains dirigeants socialistes, François Mitterrand compris. Lors de la dernière campagne pour les élections européennes, au « Printemps socialiste » de Lille, n'a-t-il pas déclaré : « La social-démocratie est la mère de tous les socialismes. Les social-démocraties en Europe ont réduit le champ des inégalités. Nous sommes de ce côté-là » ?

Et encore : « Faut-il insister sur le fait que nous avons les mêmes origines, les mêmes sources historiques, nous poursuivons le même combat. Et, si chacun épouse les intérêts nationaux de son pays, il n'empêche que nous continuons de représenter l'immense majorité des forces de travail et de la classe ouvrière en Europe. » [*Le Matin*, 24 mai 79].

Face à cela, la France et même l'Europe du Sud ne font-elles pas office de parentes pauvres, en mal d'une *véritable* social-démocratie ? Il semblerait : « Au fond, le socialisme français a toujours été secrètement culpabilisé de n'avoir jamais été véritablement social-démocrate. » On pourrait donc s'attendre à une opération franche de déculpabilisation historique... Il n'en est rien. Le socialisme autogestionnaire, dépassant la double orthodoxie du marxisme-léninisme et de la social-démocratie classique, ne saurait souffrir d'un tel péché. Mieux, si la filiation social-démocrate implique le rôle d'un Etat centralisateur, un parti organisé et jacobin, la vraie social-démocratie en France est... le parti communiste.

Comment s'étonner, dans ces conditions pour le moins paradoxales, que de tels discours (et pratiques) confortent les discours ouvriéristes-sectaires, la logique suicidaire de la plus belle période des années trente ? A preuve : au moment où un grand nombre de social-démocraties européennes classiques, issues de la grande restructuration du mouvement ouvrier et du Welfare State postérieurs aux années trente (et effective après-guerre), entrent en crise au profit des pires forces conservatrices libérales musclées d'un Strauss, d'un Giscard ou d'une M^me^ Thatcher, la direction du P.C.F. n'hésite pas à voir dans la social-démocratie la « gestionnaire » de la crise, le « recours » de l'impérialisme en crise... Mais alors, si les social-démocraties sont bien « des instruments » de l'impérialisme, on se demande pourquoi il faudrait promouvoir sur un plan européen cette large alliance pour la paix qu'envisage l'appel de la dernière Rencontre des partis communistes de Paris... Comment une force potentiellement « impérialiste » pourrait-elle lutter contre ? Qui plus est, si la gestion social-démocrate de la crise est si favorable à l'impérialisme, on se demande vraiment pourquoi cette même crise tend à exclure nombre de social-démocraties du pouvoir... Quand le réel est convoqué pour conformer des certitudes

idéologiques ou des opérations politiques internes, la logique politique prise dans ses contradictions réelles (elles) finit toujours par tourner à vide.

Il faut dire aussi — pour se réconforter — que tout discours sectaire trouve toujours plus polémique que lui. Ainsi, dans leur radicalisme critique, qui a le mérite d'éclairer nombre d'aspects de la crise (dont celle de la classe ouvrière et de l'Etat keynésien), Alain Bihr et Jean-Marie Heinrich n'hésitent pas à parler d'une *néo-social-démocratie* déjà portée par la crise, et même déjà là, presque au pouvoir. Mais le front de ce « consensus néo-social-démocrate » qui se proposerait d'autogérer le capitalisme se déplace encore : l'ennemi devient ce bloc social et politique nouveau allant du P.S. rocardisé à l'eurocommunisme. Une énorme néo-social-démocratie s'avancerait masquée, prête à gérer la crise et à unifier l'eurosocialisme et eurocommunisme à l'italienne.

Le moins que l'on puisse dire est que l'on est loin du compte. Les multiples pressions et interventions américaines dans les affaires intérieures de l'Italie des trois dernières années ont montré que les Américains ne sont pas prêts à admettre l'arrivée de communistes italiens (ou autres) au gouvernement... Là encore, la sous-estimation des contradictions interimpérialistes et de la gravité d'une crise qui suscite les scénarios et politiques conservatrices aboutit à reconstruire un réformisme unifié — l'ennemi principal — quelque peu mythique.

Somme toute, quelle étonnante circulation de discours ! Du giscardisme à l'eurocommunisme, qui n'est pas social-démocrate et qui accepte de l'être vraiment ? Discours protéiforme, caméléon, la social-démocratie balaie tout l'espace politique français, tout en demeurant quelque peu tabou. Attaquée, vilipendée, honnie ou louée — de toute façon chérie —, elle demeure le meilleur instrument idéologique pour évacuer ses propres problèmes en renvoyant les responsabilités sur l'autre. Giscardienne-centriste pour les uns, socialiste ou communiste pour les autres, impérialiste pour les derniers, qui peut prétendre aujourd'hui à un tel unanimisme passe-partout ? Que cache-t-on ?

Au-delà des mots et des maîtres mots de la politique de plus en plus réservés à un langage spécialisé d'initiés, on a trop l'impression que ces grands combats, ces grandes parades accouchent

finalement de conflits de pouvoirs. Un simple exemple. Critiquer, comme le fait le courant Rocard, le « jacobinisme » traditionnel des partis, un certain étatisme, les pratiques d'une « politique politicienne », n'est pas en soi le signe d'une malédiction néo-travailliste. Depuis Mai 68, sans que la gauche le comprenne et l'intègre à sa stratégie, on a bel et bien assisté à une modification radicale du contenu, des frontières et des pratiques de la politique creusant un fossé de plus en plus grand entre organisations partisanes et mouvements sociaux en lutte contre des formes anciennes et nouvelles d'oppression. Le développement historique irréversible du mouvement de libération des femmes, celui de l'écologie, du régionalisme, les nouvelles exigences de la jeunesse — autant de symptômes de ce fossé dramatique entre le mouvement social réel et le fait institutionnel en général. On peut le déplorer, le nier, l'interpréter ou tenter de le récupérer en « belles paroles » vides, mais ces luttes contre des formes d'asservissement ne recoupant pas les formes d'exploitation dans l'usine devraient être au cœur d'une réflexion nouvelle de la gauche sur le socialisme.

Les réduire à de simples formes d'américanisation de la société française, à une malédiction réformiste imparable, c'est se condamner à reproduire par avance les politiques les plus traditionnelles de la gauche, celles qui l'ont conduite à ses échecs récents. A moins d'avouer que sans Etat fort, jacobin, pas de projet de gauche...

Mais, inversement, critiquer tout Etat, laisser croire à une dualité mythique simple entre ces deux « formes de culture de la gauche » au moment même où les uns font de l'Etat le Mal absolu et les autres remettent en cause le secteur public et ses acquis sociaux (fonctionnariat, sécurité de l'emploi ou sécurité sociale...), c'est se placer délibérément sur un terrain miné qui laisse une très grande marche de manœuvre à l'anti-étatisme de droite et centriste, en passe de devenir une forme de sens commun dominant. Car, au fond, qui « désire » un Etat fort ?

Bref, les accusations croisées de « néo-travaillisme », de « jacobinisme » ou de « néo-guesdisme » ne contribuent pas toujours à la clarté d'un débat où les discours sur la social-démocratie — celle de l'autre — finissent par occulter les expériences social-démocrates, leur histoire passée et présente,

leur apport positif et négatif. Brandir un mot étendard pour nous promettre un paradis idyllique ou un enfer identique, sinon pire, à celui des courants les plus réactionnaires de la bourgeoisie ne dispense jamais d'une analyse. Et plus précisément d'une approche historiquement différenciée des *formes* de social-démocratie, des *conjonctures* de social-démocratisation ou de crise des social-démocraties. Déconstruire un langage, des mots, des enjeux, tel pourrait être le point de départ. Le refus d'un tabou, au sens où Freud écrit : « Pour nous, le tabou présente deux significations opposées : d'un côté, celle de sacré, consacré ; de l'autre, celle d'inquiétant, de dangereux, d'interdit, d'impur. [...] Peu à peu, le tabou devient une puissance indépendante [...] Il devient *la contrainte imposée par la coutume et en dernier lieu par la loi.* »

Sacrée et dangereusement impure, consacrée par la loi (laquelle ?), la social-démocratie serait-elle une forme tabou de l'inconscient politique, une prohibition très ancienne logée au cœur du mouvement ouvrier le travaillant au « corps » ? Son impensé sans histoire ?

Briser un tabou, n'est-ce pas d'abord « renoncer à ce qui est à la base du tabou » (Freud) : une non-histoire ? Car la social-démocratie a curieusement rempli les vides de sa propre mémoire par un trop-plein idéologique à traverser, par une sorte d'asepti-sation plus ou moins étatique de son passé. Regardez les films allemands contemporains de *Kaspar Hauser* au *Mariage de Maria Braun :* ils disent cela, une mémoire censurée, recouverte, impossible. Un pays de silence.

Aussi la critique doit-elle prendre appui sur ces non-dits, sur une *histoire non évolutionniste d'une politique évolutionniste.* Une histoire démultipliée, capable de briser cette vision linéaire mythique, cumulative du progrès, une vision social-démocrate. Une histoire capable de réintroduire la dimension d'imprévisible de ces soixante-dix dernières années : la révolution en Russie, en Chine... mais pas en Europe, là où les forces productives étaient parvenues « à maturité »... La barbarie nazie et fasciste au cœur de cette vieille Europe civilisée, si sûre de ses libertés au point de les donner en leçon aux autres peuples qui se libèrent... Le stalinisme, la répression de masse, le goulag au cœur même du socialisme...

Sur cette voie, plus que tout autre, Walter Benjamin, ce

suicidé de l'antifascisme et de l'antistalinisme, nous fournit des jalons. Une sorte de méthode existentielle et théorique pour accepter, penser cette dimension fragile, inattendue, régressive, de l'histoire. N'écrivait-il pas en 1940, sous le choc du pacte germano-soviétique : « La tradition des opprimés nous enseigne que l'Etat d'exception dans lequel nous vivons est la règle. Il nous faut en venir à une conception de l'histoire qui corresponde à cet état » ? A la méthode de l'intropathie — celle qui naît de l'acédia (tristesse qui rend muet) — il opposait déjà, en ces temps de détresse, une tout autre vision de l'histoire, nourrie d'un pessimisme historique libérateur. Une vision qui refuse de pactiser et admet dans la théorie — le marxisme — les effets de surprise, les régressions toujours possibles vers la barbarie, toute « cette tempête que nous nommons le progrès ». Contre l'histoire d'un temps homogène et vide, nourri de l'optimisme béat du marxisme vulgaire ou de la social-démocratie — progrès de l'humanité et des droits illimité, continu, en ligne droite —, il en appelait à une tout autre histoire qui nous traverse dans nos corps et nos inconscients. Celle des a-présents, des conjonctures, des temporalités surdéterminées. Histoire figurable par un Ange qui n'a rien à voir avec les régressions mystico-critiques de Lardreau et Jambet :

« *Il existe un tableau de Klee qui s'intitule* Angelus Novus. *Il représente un Ange qui semble avoir le dessein de s'éloigner du lieu où il se tient immobile. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'Ange de l'histoire.* »

Regarder — avec des yeux écarquillés — la vérité en face, sans se payer *de mots.* Car les mots en politique dessinent d'étranges matières à rêves, à réflexes, à censures, à injures. Social-démocratie : révolution / réformisme / trahison / aristocratie ouvrière / collaboration de classes / social-traître / social-fascisme- / social-giscardisme / socialisme démocratique / démocratie industrielle, que sais-je encore... Tout un registre écran qui finit par occulter l'essentiel. Car, enfin, qui aurait pu prévoir que cette social-démocratie que le marxisme révolutionnaire des années vingt donnait pour passagère, transitoire, destinée à disparaître

sous les effets des crises révolutionnaires, de la révolutionnarisation des masses, de leur prolétarisation, de l'aggravation des contradictions, produirait des expériences historiques de gouvernement majoritaire ? Au lieu de dépérir comme l'Etat et avec lui, elle n'a fait que se renforcer, accroître son poids politique, son caractère de masse. Parce que c'est notre à-présent, n'est-il pas temps de l'étudier en marxiste, de quitter les chimères du grand soir et d'une révolution *contre* les forces socialistes, sans pour autant se rallier aux différentes gestions de l'existant, à toute cette décérébration quotidienne de la classe ouvrière que Benjamin résumait ainsi : « La social-démocratie s'est complu à attribuer à la classe ouvrière le rôle de rédemptrice des générations à venir. Elle lui coupait ainsi le jarret, le meilleur de sa force. A cette école la classe ouvrière désapprit aussi bien la haine que l'esprit de sacrifice. Car toutes deux s'alimentent à l'image des ancêtres asservis et non à l'idéal d'une descendance libérée. » Sur cette voie messianique elle n'était pas seule...

Histoires donc et histoire contre cette absence d'un projet social-démocrate de société conceptualisable sur un long terme. Eternelle alternative d'un pragmatisme réaliste et quotidien et de tous les trop-pleins idéologiques gradualistes. Soit : celui du passage toujours promis de la démocratie politique à la démocratie sociale et économique. Soit : celui d'une humanisation de l'histoire par le développement des forces productives et une croissance plus égalitairement répartie. Soit : celui d'un Etat-garant des citoyens et des « valeurs constitutionnelles » à respecter. Briser ce cercle du réalisme et de l'idéologie, n'est-ce pas accepter les dimensions du « défi social-démocrate » sur une autre scène ?

II. Les conjonctures, ou les différentes scènes social-démocrates

Sortir donc, avec Benjamin, de tous ces historicismes piégés, de toutes ces visions d'une histoire linéaire, d'un temps continu,

homogène et vide. Penser en marxiste « par catastrophes » et « par conjonctures », pour retrouver par-delà la « tradition » linéaire des dominants, la mémoire inégale des opprimés : tel pourrait être le point de départ méthodologique d'un pessimisme libérateur. Une telle position dans l'histoire et une telle méthode semble bien conditionner toute approche non-évolutionniste d'une politique évolutionniste. Aussi, convient-il de distinguer un certain nombre de phases historiques cruciales, de tournants. Dans ces phases, la social-démocratie devient un enjeu, un défi historique considérable qui concerne toutes les autres forces politiques. Disons pour simplifier et dessiner un premier cadre conceptuel d'analyses, qu'il convient de distinguer trois grands types de conjonctures :

1) *Des conjonctures de constitution* où des social-démocraties s'implantent, se structurent idéologiquement et politiquement à travers des formes organisationnelles et politiques variées.

2) *Des conjonctures de tournant,* où sous l'effet d'une grande crise, d'une nouvelle phase historique du capitalisme ou du « socialisme », les social-démocraties se transforment dans leur praxis gouvernementale, leurs idéologies, leur base sociale, les formes politiques. A titre d'exemple : 1917 (naissance des social-démocraties au sens « moderne ») ou le passage des social-démocraties marxistes d'avant-guerre aux social-démocraties keynésiennes d'après-guerre.

3) *Des conjonctures de crises,* marquées par l'affrontement de l'ancien et du nouveau, sans que le tournant historique soit encore accompli. Dans ce cas, le modèle classique antérieur s'épuise, se vide de son propre projet, une mutation interne s'esquisse, sous l'effet de causes multiples à déterminer concrètement. Dans ce cas de *social-démocraties en transition,* crise des social-démocraties et conjoncture renouvelée de « social-démocratisation » coexistent ou s'affrontent, traversant les partis sociaux-démocrates et socialistes et laissant aux autres forces un espace d'intervention beaucoup plus large et décisif. Une partie de l'issue dépend également des rapports de forces et de dialogue établis par les forces de gauche non social-démocrates. Telle nous paraît être la situation aujourd'hui.

A la différence des social-démocraties issues de la sortie capitaliste-keynésienne à la crise de 29, les social-démocraties des « conjonctures de constitution » marquent de manière irréversible toute l'histoire nationale future. De leur implantation, de leur spécificité dépend l'émergence d'une social-démocratie de masse, à caractère ouvrier. Aussi la prise en compte des différents fronts et de tout un mode de structuration du champ politico-social est-elle essentielle. L'apparition historique du mouvement ouvrier d'avant 1914 s'est développée dans un espace politique précis, spécifié, à trois pôles principaux : classe / patronat / Etat. Nés pour organiser la classe ouvrière, les partis sociaux-démocrates se sont proposés de « conquérir ou transformer l'Etat ». Or la classe ouvrière comme ensemble de travailleurs salariés producteurs de plus-value ne pouvait exister comme telle que dans une lutte quotidienne contre les formes immédiates d'exploitation dans et hors du travail. Les rapports entre les partis ouvriers et « la classe » ne pouvaient passer que par la défense quotidienne du travail contre le capital. Dans ce cadre, l'Etat représentait une forme de la politique structurée sur des appareils, des rapports de forces et des pratiques tout à fait déterminantes pour la constitution de la « forme parti », pour la structuration du mouvement ouvrier.

Quitte à simplifier les données initiales qui feront ultérieurement l'objet d'analyses concrètes (cf. la troisième partie), on pourrait, en fonction de ces trois paramètres, distinguer quatre types principaux de formation des partis ouvriers, les situant concrètement dans cet espace historique à trois dimensions : classe, Etat, défense immédiate des travailleurs. Deux critères peuvent ici servir de repères et de discriminants : accepter ou non les formes de la politique existante, assumer ou non comme tâche partisane les luttes immédiates des travailleurs. De là un certain nombre de variantes. Ou bien assumer la forme « bourgeoise » de la politique et la forme donnée des luttes économiques. Ou bien en assumer une en reléguant l'autre à des formes d'organisation radicalement séparées et relativement autonomes de la forme parti (syndicats, coopératives, actions spontanées et vio-

lentes parasyndicales). Ou bien les refuser toutes deux. Disons, pour se limiter à une simple description politico-géographique encore abstraite, que ces critères permettent de différencier *une forme latine, une forme allemande* (que l'on retrouve en Suède), *une forme anglo-saxonne* et une dernière, plus difficile à cerner et unifier, *d'Europe orientale.*

Dans le cas de la forme latine — dont la France est le prototype —, après toute une phase de rejet de la politique existante (anarchisme, critique du parlementarisme) et d'anti-étatisme latent, les partis ont fini par assumer la forme politique bourgeoise existante dans ses aspects parlementaires et dans leurs formes d'organisation très marquée par l'Etat et le modèle issu de la Révolution française. Par contre, ils n'ont pas assumé la tâche d'organisateur des luttes immédiates des travailleurs contre leur exploitation. Dès lors, les syndicats relativement autonomes et « indépendants » (cf. charte d'Amiens) se situent prioritairement sur le terrain des luttes économiques capital / travail. De là des oscillations permanentes entre un primat de la forme parti reprenant l'héritage de 89 (et se traduisant ultérieurement par des stratégies frontistes) et un courant syndicaliste « pan-économiste » au départ qui verra dans le syndicat le véritable parti politique (cf. l'anarcho-syndicalisme). De toute façon, avec de très grandes différences entre pays, on a *une double constitution du mouvement ouvrier,* qui exclut que le parti « constitue » le syndicat ou vice versa.

Par rapport à cela, les formes allemande ou anglaise — celles qui donneront précisément naissance à des social-démocraties de masse ouvrière, et à des expériences de gouvernement social-démocrate — présentent un tout autre choix, une tout autre structuration historique du mouvement ouvrier.

Dans le cas allemand (qui vaut pour la Suède), la formation tardive d'une classe ouvrière contemporaine du développement socialiste s'accompagnera de la formation simultanée de parti, syndicats et coopératives qui refuseront au départ, de manière ouvriériste, les formes de la politique existante. Comme le montre Gérard Sandoz, la social-démocratie allemande du début du siècle n'est pas seulement une contre-société. Elle est aussi une « manière de vivre » différente de celle de la société ambiante. Les différentes organisations « étaient les garants de la

pureté du mouvement en même temps qu'un foyer, une sorte de protection contre l'intrusion de la contrebande bourgeoise »[3]. Contrairement à ce que l'on pense, un ouvriérisme classiste peut très bien coexister avec l'acceptation finale de structures étatiques existantes. Dans la mesure même où l'ouvriérisme classiste reste dans une vision purement instrumentale de l'Etat où alternent la critique externe (le meilleur Kautsky d'une époque) et la réévaluation acritique (Bernstein). Si finalement le parti se rallie au parlementarisme, il le joue d'une manière tout à fait spécifique : comme représentant d'une classe, d'une force sociale organisée.

Au niveau de la structuration historique du mouvement ouvrier, le cas allemand est symptomatique d'une véritable dépendance du syndicat au parti. Le schéma kautskien du primat de la forme parti comme forme finale et privilégiée de la politique qui séduira Lénine tend à assigner au syndicat le rôle d'un contrepoint « corporatiste ». Le parallélisme politico-syndical aboutit pratiquement à une division des tâches et des rôles interne à la totalité social-démocrate qui conditionnera toute l'histoire du mouvement ouvrier allemand : aux syndicats les luttes économiques, au parti la politique et la « prise de pouvoir ». De là ces deux formes dominantes de la politique social-démocrate du début du XX^e^ siècle : la politique parlementaire (envoyer le plus de députés possible au Parlement) et la politique sociale dévolue aux syndicats. La distinction rigide entre lutte économique et lutte politique, leur séparation, entraînera une véritable institutionnalisation-réification des pratiques de classe. Toute une division des tâches fixe que Bebel énonçait déjà au III^e^ Congrès de la II^e^ Internationale : « L'action spécifique des syndicats est la pression économique, tandis que l'action des partis est politique. »

Dans le cadre de ce marxisme très marqué par la rupture idéologique libérale entre marché et Etat, économique et politique, la division institutionnelle des fonctions de la classe ouvrière revêtira un caractère de moins en moins technique ou historique, et de plus en plus *organique*. C'est pourquoi Rosa Luxemburg

3. *Qu'est-ce que la social-démocratie*, p. 74.

comme Gramsci y diagnostiqueront la matrice la plus profonde du réformisme de la II^e Internationale, celle qui interdit toute productivité du social, toute dialectique réelle entre une spontanéité des masses suspecte par nature et la direction politique. Toute production *hégémonique* alternative et inventive réunifiant l'économique et le politique est définitivement barrée.

Une telle cristallisation institutionnelle n'est pas propre au seul « modèle » allemand. On le retrouve, sous une forme inversée, dans *le cas anglais.* Bien loin que le parti constitue le syndicat, le parti travailliste fut au sens fort du terme une création d'un mouvement syndical très antérieur, contemporain de la révolution industrielle et comptant déjà 500 000 membres en 1835. Entre le I^er Congrès des trade-unions (1868) et la constitution d'un groupe politique d'élus syndicaux au Parlement (1906) : le Parti du travail, il faudra attendre près de cinquante ans et passer par l'expérience des candidats libéraux (Lib-Lab). Dans ce type de structuration décalée et complémentaire, les partis de type anglo-saxon assumèrent les deux formes principales de la politique existante : celle de la lutte économique des travailleurs et celle de l'Etat existant. Etant issu des syndicats, le Parti travailliste ne pouvait qu'être directement lié aux luttes immédiates des travailleurs. Un syndicat de masse (10 millions aujourd'hui) l'enracinera dans le monde du travail, tout en lui laissant la spécificité du champ politique, le « socialisme parlementaire ». Dès lors, la véritable opposition traversera le parti lui-même : parti travailliste-parlementaire tout-puissant, élisant son secrétaire et parti partisan dépossédé des principales décisions au profit de l'Etat travailliste.

Enfin, dernier cas de figure fort complexe : le cas de la constitution des partis ouvriers *d'Europe orientale.* Pour ne prendre que le cas du parti ouvrier russe, on peut noter qu'il refusera au départ les deux formes de la politique existante : tant celle de l'Etat (tsariste) que celle des intérêts économistes immédiats. La plupart des luttes de la classe ouvrière se développeront à l'intérieur de formes originales, immédiatement politiques : grèves de masse ou soviets qui réunifieront l'économique et le politique. Par contre, la dialectique entre la forme parti d'avant-garde privilégiée par Lénine et ces autres formes partisanes d'organisation de masse soviétiques sera très vite